

Compte rendu Conseil Communautaire du 28/09/2016 à 19 h Salle Max Tabardel à Crest

Date de convocation : 20 septembre 2016

Nombre de conseillers communautaires en exercice au jour de la séance : 39

Présents : Catherine ANTON ; Samuel ARNAUD (à partir de 20 h 30) ; Jean-Louis BAUDOUIN ; Denis BENOIT ; Marcel BONNARD ; Danielle BORDERES ; François BOUIS ; Gisèle CELLIER ; Anne Marie CHIROUZE ; Audrey CORNEILLE ; Véronique DJEFFAL ; Caryl FRAUD ; Agnès HATTON ; Laurent JEGOU ; Yvan LOMBARD ; Gilles MAGNON ; Joël MANDARON ; Maryline MANEN ; Jean Marc MATTRAS ; Franck MONGE ; Hélène PELAEZ BACHELIER ; Jean Pierre POINT ; Béatrice REY ; Loïc REYMOND ; Valérie ROCHE ; Frédéric TEYSSOT, Paul VINDRY.

Excusés : Jean Christophe AUBERT ; Marie-Pascale ABEL-COINDOZ ; Samuel ARNAUD ; Vincent BEILLARD ; Laurent BOEHM ; Marie Christine DARFEUILLE ; Céline GEORGEON ; Philippe HUYGHE ; Serge INCHELIN ; Thierry JAVELAS ; Jean-François LEMERY ; Hervé MARTION ; Marie Joe PIEYRE.

Pouvoirs : Marie-Pascale ABEL-COINDOZ à Hélène PELAEZ BACHELIER ; Samuel ARNAUD à Véronique DJEFFAL (jusqu'à 20h30) ; Vincent BEILLARD à Agnès HATTON ; Laurent BOEHM à Jean Pierre POINT ; Marie Christine DARFEUILLE à Franck MONGE ; Céline GEORGEON à Jean Marc MATTRAS ; Philippe HUYGHE à Laurent JEGOU ; Serge INCHELIN à Yvan LOMBARD ; Thierry JAVELAS à Frédéric TEYSSOT ; Hervé MARTION à Gisèle CELLIER ; Marie Joe PIEYRE à Denis BENOIT.

Election secrétaire séance : Laurent JEGOU.

Le Président accueille Mme Catherine ANTON, nouvelle Conseillère Communautaire, qui remplace Mme Suzanne TEN VELDE, démissionnaire, de la commune de Crest.

Le Président explique le report du Conseil Communautaire du 22 au 28 septembre. En effet, Mme Suzanne TEN VELDE a démissionné du Conseil Municipal de Crest et a été remplacée au Conseil Communautaire par Mme Catherine ANTON. L'information est arrivée à la CCCPS le lundi 19 septembre. Pour l'envoi de la convocation à Mme Catherine ANTON, le délai de 5 jours obligatoire n'aurait pas été respecté. Donc, le Président a pris la décision d'annuler le Conseil du 22 septembre pour le convoquer à une nouvelle date, celle du 28 septembre.

Le Président demande si des questions diverses seront exprimées. Une proposition est formulée :

- **François BOUIS** voudrait avoir des précisions sur la plaquette qui a été distribuée dans toutes les boîtes aux lettres sur le centre aquatique.

Le Président donne lecture des décisions prises depuis le 12 juillet 2016 :

- ✓ n° 2016-032 du 12/07/2016 : autorisation de signer un avenant au bail avec l'APAJH,
- ✓ n° 2016-033 du 21/07/2016 : Autorisation de signer une convention de prestation de service avec SOLIHA pour attestation de la conformité des ERP de la CCCPS,
- ✓ n° 2016-034 du 22/07/2016 : Autorisation de signer une convention de louage pour un espace situé dans l'Espace Harmonie I à Crest,
- ✓ n° 2016-035 du 01/08/2016 : Autorisation d'attribuer un MAPA pour la maîtrise d'œuvre dans le cadre de la réhabilitation de l'ALSH site Ste Euphémie à Crest,
- ✓ n° 016-036 du 02/08/2016 : Autorisation d'attribuer un MAPA pour la fourniture d'un camion « châssis-cabine » pour la collecte des déchets ménagers,

- ✓ n° 2016-037 du 24/08/2016 : Autorisation de signer une convention de louage pour un logement à usage d'habitation (site de la piscine intercommunale),
- ✓ n° 2016-038 du 06/09/2016 : Autorisation pour signer un MAPA de MOE pour les travaux d'accessibilité de Soubeyran,
- ✓ n° 2016-039 du 10/09/2016 : Autorisation pour signer un avenant au MAPA de MOE pour les travaux d'accessibilité de Soubeyran,
- ✓ n° 016-040 du 22/09/2016 : Autorisation pour signer un avenant au MAPA de MOE dans le cadre de la réhabilitation de l'ALSH site Ste Euphémie à Crest.

1. Validation du compte rendu du 7 juillet 2016

Agnès HATTON voudrait que l'on rajoute sa remarque quant à son inquiétude de l'incidence financière du centre aquatique pour les familles résidants sur le territoire de la CCCPS.

Le Conseil Communautaire approuve avec 30 voix pour et 7 abstentions (car absents le jour de la réunion) le compte rendu du dernier Conseil.

2. Conditions de dépôt des listes de la CAO

Le Président rappelle que la procédure de marchés publics a évolué en avril dernier. De ce fait, le Président propose de procéder à la réélection des membres de la CAO. Pour ce faire, le Président précise que l'élection se déroulera pendant cette séance du Conseil Communautaire et que les listes seront déposées à l'ouverture du débat du point à l'ordre du jour.

Aucune observation n'a été formulée sur ces conditions de dépôt des listes de la CAO.

Thématique Vie de la structure

3. Rapport d'activité des services de la CCCPS pour l'année 2015

Au titre de l'article L. 5211-39 du CGCT, tous les ans, avant le 30 septembre, le président de l'EPCI adresse au maire de chaque commune membre un rapport retraçant l'activité de l'EPCI avec le compte administratif arrêté par l'organe délibérant. La loi ne donne pas de contenu spécifique à ce rapport.

Ce rapport a essentiellement pour objet de permettre l'instauration d'un débat démocratique au sein des conseils municipaux des communes membres d'EPCI et d'améliorer la transparence du fonctionnement de ces établissements. Le maire de chaque commune doit en faire la communication au conseil municipal en séance publique au cours de laquelle les représentants intercommunaux de la commune peuvent être entendus.

D'autres rapports doivent être présentés au conseil communautaire par le Président et accompagnant le rapport annuel d'activité : Rapport annuel portant sur "le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets" (art. L. 2224-5). Il est obligatoire pour tout EPCI compétent en matière d'élimination des déchets ménagers. Il doit également mentionner les indicateurs techniques et financiers qui sont intégrés dans le rapport annuel d'activité de l'EPCI pour ceux comptant au moins une commune de plus de 3500 habitants.

Le Président rappelle que ce document est obligatoire, qu'il sera envoyé dans les communes et mis à disposition à la CCCPS. **Le Président** expose le document et retrace l'ensemble des points clés et missions portées en 2015.

Béatrice REY remercie les services pour ce travail quantitatif qui permet d'avoir une bonne vision du travail effectué par l'intercommunalité.

Le Président remercie également à son tour les services et les élus pour ce travail qui permet aussi d'avoir une vision sur les projets à venir.

Le Conseil Communautaire prend connaissance des rapports proposés par les services de la CCCPS.

Thématique Sociale

4. Projet de l'ALSH Ste Euphémie à Crest

Suite aux différentes décisions du conseil communautaire, le projet a été travaillé avec une équipe de Maîtrise d'œuvre et a été présenté en Commission.

En quelques lignes : le projet présenté pour la reconstruction de l'Accueil de Loisirs Sans Hébergement à Ste Euphémie (CREST) est d'une surface totale de 182m². Il sera conforme à la réglementation thermique RT2012 pour la construction d'un « établissement d'accueil du jeune enfant ». Le guide des préconisations de la CAF et du Département impose une série de mesures relatives aux confort thermique, acoustique et visuel, à la qualité de l'air intérieur et à l'environnement électromagnétique élevant le projet au niveau « effinergie®+ ». »

Le projet a aussi été étudié avec l'option : labellisation Bepos Effinergie® 2013. Ainsi, le bâtiment doit avant tout respecter les critères du label effinergie®+ mais également faire l'objet d'une évaluation de l'énergie grise et du potentiel d'éco mobilité. Une construction BEPOS comporte de nombreux avantages :

- Consommation et facture maîtrisée
- Faible facture énergétique
- Qualité de l'air intérieur irréprochable
- Qualité de vie/confort dans le bâtiment
- Production d'énergie locale, etc...

Le Président indique que le projet a été présenté en commission et c'est le projet BEPOS qui a été validé à l'unanimité. Cette construction serait représentative des engagements pris pour être un territoire à énergie positive. Le projet est présenté avec la notice et les plans joints de l'architecte, Alexandre HAMM.

La CCCPS a négocié les parcelles des Frères Capucins et celle de la commune de Crest afin d'investir dans ce projet structurant pour l'intercommunalité.

Les propositions d'achats et leurs prix ont été évalués en fonction des avis des domaines et sont les suivantes :

Pour les frères Capucins, deux avis des Domaines : l'un en 2013 pour 120 000 € et l'un en 2016 pour 80 000€. Au vu de la différence entre les deux évaluations, de la pertinence d'acquérir ce terrain pour le projet de centre de loisirs, le tènement foncier a été négocié à 100 000 €

La parcelle de la commune de Crest a été estimée à 60 000 € et négociée pour la même somme. Cette parcelle est indispensable au projet car c'est la seule parcelle constructible.

Financièrement, partir sur un projet BEPOS engendre des coûts supplémentaires au niveau de la construction du bâtiment (investissement concernant l'électricité, le chauffage, la ventilation et la plomberie) mais aussi concernant l'étude du projet (certification BEPOS, honoraires, etc.)

Ces coûts supplémentaires seront amortis par les différentes subventions accordées (FEDER) mais aussi par les gains énergétiques réalisés.

La subvention FEDER comblera l'investissement BEPOS voire plus et une économie de 34145,90€ pourra être réalisée sur 20 ans contrairement au projet de base.

Le plan de financement sera aussi revalorisé auprès du Conseil Départemental et de la CAF du fait que nous partions sur un projet BEPOS.

Il est proposé le plan de financement prévisionnel suivant :

PRINCIPAUX POSTES DE DEPENSES	
Nature	MONTANT (HT)
Acquisition du tènement foncier bâti	160 000 €
Frais d'acte	8 220 €
Mission de maîtrise d'œuvre (10,70%)	40 661,33 €
Travaux de création d'un bâtiment et de rénovation des structures existantes	380 012,40€
Surcoût travaux de création d'un bâtiment et de rénovation des structures existantes labellisation Bepos Effinergie® 2013	68 118,5€
MONTANT TOTAL HT	657 012,23 €

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL			
Ressources		MONTANT (HT)	TAUX (%)
Union européenne FEDER		100 264,4 €	15,3 %
Dotation de soutien à l'investissement public - 2016 - 1ère enveloppe - 2ème enveloppe		102 000€	15,5 %
État (TDIL réserve parlementaire)		€	%
État (DETR 2016)		€	%
État - TEPCV 80% du surcoût travaux de création d'un bâtiment et de rénovation des structures existantes labellisation Bepos Effinergie® 2013		54 494,8 €	8,3 %
Conseil régional		€	%
Conseil départemental		131 402,44 €	20 %
EPCI		€	%
Autres financements publics	CAF *	100 000€	15,2 %
	MSA	23 900 €	3,6 %
Sous-total des aides publiques		512 061,64 €	77,9 %
Part du demandeur : CCCPS	Fonds propres	144 950,59 €	22,1 %
	Emprunt		%
MONTANT TOTAL (PREVISIONNEL)		657 012,23 €	100 %

**Toutefois, il importe de souligner que les dossiers dont le coût du projet est supérieur à 50 000 euros seront étudiés en Commission d'action sociale de fin d'année et en fonction des disponibilités budgétaires, les modalités d'intervention de la Caf pourraient être plus importantes sans limite de montant d'aide à 100 000 euros et jusqu'à 60 % sur l'ensemble du montant du projet.*

Jean Marc MATTRAS s'interroge sur la manière dont a été choisi le bureau mandaté.

Sandrine ECHAUBARD répond qu'il y a eu mise en concurrence avec 3 devis.

Agnès HATTON demande pourquoi le terrain n'a pas été cédé à l'euro symbolique comme cela se fait habituellement entre les communes et l'intercommunalité et notamment comme cela s'est fait avec la STEP de Saillans.

Le Président explique que c'était une habitude de l'ex CCC. La STEP ne peut pas être comparée car cette vente est issue de la fusion et donc de la CLECT. Par contre, la CCCPS a revendu à l'euro symbolique un tènement à la commune de Saillans pour la construction des services techniques. Il rajoute que la commune avait proposé une mise à disposition d'environ 12 ou 15 ans car elle n'était pas vendeuse. Pour le Président, il n'était pas envisageable d'engager des travaux de construction sur un terrain qui n'appartient pas à l'intercommunalité. Il valide le fait que jusqu'à présent, les cessions se sont toujours effectuées à l'euro symbolique, mais que l'accord sur ce dossier n'a pas été possible.

Frédéric TEYSSOT est d'accord avec Mme HATTON et ne comprend pas que la commune ne cède pas son terrain à l'euro symbolique.

Maryline MANEN estime que cela va créer un précédent et trouve cela ennuyant.

Jean Pierre POINT intervient en appuyant les propos du Président car, pour lui aussi, il n'est pas possible de faire de gros investissements sur un terrain qui est mis à disposition. Il ajoute que certaines communes n'ont pas souhaité transférer leurs biens à l'intercommunalité

Maryline MANEN réplique que les bâtiments économiques de Mirabel et Blacons ne peuvent être comparés car ils font partie intégrante du corps du bâtiment comprenant la Mairie, etc ...

Franck MONGE pense qu'il faut relativiser l'impact financier pour la CCCPS et que le coût réel est de 12 000 €. Cela dit, il garde en mémoire ce précédent si nécessaire.

Denis BENOIT souligne que la commune d'Aouste sur Sye a cédé, pour l'euro symbolique, un terrain en plein centre-ville pour installer la crèche intercommunale de l'ex-CCC.

Agnès HATTON insiste sur le fait que la position de la ville de Crest peut être considérée comme du chantage car soit on achète et on peut investir soit on n'achète pas et le projet ne se fait pas. Elle rappelle que l'ALSH va être utilisé par les Crestois et que cet investissement avantage les habitants de Crest et que donc la Ville pouvait vendre le terrain à l'euro symbolique.

Le Président rappelle qu'au début du projet la commune de Crest ne voulait pas vendre ce terrain. Il répète ces propos à savoir que la CCCPS ne peut investir dans la construction de bâtiment sur un terrain mis à disposition. Il rappelle que la commission a accepté l'achat des 2 tènements.

Le Conseil Communautaire après en avoir délibéré : 22/37 POUR et 15/37 ABSTENTIONS :

- **APPROUVE** l'achat des parcelles à l'Association des Frères Capucins : AB 120, AB 149, AB 150, AB 151, AB 157, AB 158, AB 268, AB 272, AB 276, AB 381 et à la Ville de Crest : AB 301
- **APPROUVE** le projet tel que présenté sous la labellisation BEPOS EFFINERGIE 2013
- **VALIDE** l'APS
- **VALIDE** le plan de financement prévisionnel et les demandes de financements
- **AUTORISE** le Président à signer tous les actes afférents à cette décision dont la signature des permis

5. Tarif ALSH – Antenne de Saillans

Le Président explique qu'une antenne de l'ALSH Intercommunal à Saillans ouvrira pour les vacances de la Toussaint 2016 sur la commune de Saillans pour l'accueil des 6/11 ans.

Une recommandation de la Caisse d'Allocations Familiales nous demande de mettre en place des tarifs avec une proposition de 3 montants différents en fonction du quotient familial.

Les tarifs proposés ont pour base les montants de l'ALSH Intercommunal à Crest moins le prix des repas qui s'élèvent en moyenne à 4€, ceux-ci n'étant pas proposés sur Saillans. Le tableau des tarifs proposés est le suivant :

Tranche familial	quotient	ALSH Intercommunal – Antenne à Saillans		
		Tarif journée 6-11 ans		
		1 ^{ère} enfant	2 ^{ème} enfant	3 ^{ème} enfant et plus
Inférieur à 550		8€	7€	6€
De 551 à 850		9€	8€	7€
Supérieur à 851		10€	9€	8€

Le Président précise que pour les familles résidant hors de la CCCPS, la tarification modulée s'applique mais un supplément de 6 € par jour et par enfant sera demandé, sauf pour les agents de la CCCPS et des communes membres qui se verront appliquer le tarif de résident. Un coût supplémentaire à la tarification de base pourra être appliqué en fonction de l'activité/sortie plus onéreuse proposée.

Le Conseil Communautaire approuve à l'unanimité de ses membres les tarifs suscités et autorise le Président à signer les actes afférents à cette délibération.

Thématique Sport

6. Renouvellement de la demande de financement au fonds d'investissement public pour le centre aquatique

Le Président explique que la procédure de concours a été arrêtée au vu d'un vice de procédure concernant le nombre d'architectes associés au jury.

Dans ce cadre, le Préfet a demandé de déposer un nouveau dossier de demande de financement similaire au premier pour que l'Etat puisse l'instruire à nouveau sur l'année 2017. Ce renouvellement ne remet pas en cause la subvention accordée de 1.8 millions d'€. C'est une démarche administrative nécessaire. Le plan de financement reste identique (à la seule exception de la part du CDDRA qui n'existe plus : 100 000€) :

Plan de financement prévisionnel			
Ressources	Date d'obtention(*)	Montant (HT)	Taux (%)
Dotation de soutien à l'investissement public - 2017 - 1ère enveloppe - 2ème enveloppe		1 800 000 €	20 %
État (autre) CNDS en cours		500 000 €	5.5 %
Conseil Régional en cours		500 000 €	5.5 %
Conseil Départemental en cours		1 800 000 €	20 %
Sous-total des aides publiques		4 600 000 €	51%
Part du demandeur	Fonds propres		
	Emprunt	4 400 000€	49 %
MONTANT TOTAL (PREVISIONNEL)		9 000 000 €	100 %

Le Président explique qu'il a pris un arrêté le 04/08/2016 « d'Arrêt du concours d'architecte pour le centre aquatique » car la composition du jury, qui a examiné les candidatures et formulé un avis sur chacune d'elle, ne comportait que deux au lieu de trois membres qualifiés. Les services de la Préfecture ont demandé à ce que la CCCPS fasse une nouvelle demande de financement pour l'année 2017, c'est simplement une démarche administrative.

François BOUIS intervient en signalant que d'autres irrégularités ont été remarquées, par un professionnel dans le choix des critères de sélection des candidats et dans les critères d'évaluation des projets.

Le Président répond que son arrêté porte uniquement sur le nombre de personnes qui composent le jury.

Le Conseil Communautaire valide avec 30/37 POUR, 4/37 CONTRE et 3/37 ABSTENTIONS la nouvelle demande de financement au Fonds d'investissement Public 2017 et autorise le Président à signer les actes afférents à cette délibération.

20 h 30 : Arrivée de Samuel Arnaud.

7. Attribution du bonus développement durable

Caryl FRAUD, Vice-Président au Sport, explique qu'au vu du déroulement des manifestations sportives sur notre territoire la Commission a souhaité attribuer le bonus développement durable de 500 € à la manifestation « La Fête de la Drôme » portée par l'Association Outdoor et Compagnie.

Le Conseil Communautaire approuve à l'unanimité de ses membres l'attribution du Bonus développement durable à l'Association Outdoor et Compagnie pour la manifestation « Fête de la Drôme » et le Président à signer les actes afférents à cette délibération.

Thématique Juridique

8. Election de la Commission d'Appel d'Offres suite à la réforme de la législation en matière de marché public

Le Président explique qu'une nouvelle réglementation des marchés publics est effective à compter du 1^{er} avril 2016 suite à l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et décret n° 2016-360 du 25 mars 2016,

VU que la composition de la commission d'appel d'offres (CAO) est fixée par l'article L. 1411-5 du code général des collectivités territoriales (CGCT), relatif à la commission de délégation de service public, par renvoi de l'article L. 1414-2 du même code.

Le Président explique qu'en effet, la composition de la CAO dépendait jusqu'à présent de la présence ou non au sein de la communauté d'une commune de 3 500 habitants et plus. La CAO devait comprendre 5 membres élus en présence d'une telle commune ou 3 membres élus dans le cas contraire.

En application de la nouvelle réglementation, la CAO doit désormais être composée de manière identique dans tous les EPCI indépendamment donc de la présence ou non d'une commune de 3 500 habitants et plus : elle comprend ainsi un président, qui est l'autorité habilitée à signer le marché ou son représentant, et cinq membres de l'assemblée délibérante élus en son sein à la représentation proportionnelle au plus fort reste.

Pour rappel, la CAO est compétente pour l'attribution des marchés dont la valeur estimée hors taxe est égale ou supérieure aux seuils européens à savoir pour les pouvoirs adjudicateurs :

- 209 000 € HT pour les fournitures et services,
- 5 225 000 € HT pour les travaux.

Le Président propose la même liste que celle existante, à savoir :

TITULAIRES	SUPPLEANTS
BENOIT Denis	BAUDOUIN Jean Louis
LOMBARD Yvan	BEILLARD Vincent
MONGE Franck	DARFEUILLE Marie Christine
REY Béatrice	FRAUD Caryl
VINDRY Paul	MANDARON Joël

Il demande également si d'autres listes sont présentées.

Personne ne présente d'autre liste.

Le Président interroge le Conseil sur la manière de procéder au vote, et s'il souhaite un vote à main levée ou un vote à bulletin secret. Le Conseil Communautaire à **l'unanimité** choisit le vote à main levée.

Le Conseil Communautaire élit à l'unanimité les membres de la Commission d'Appel d'Offres, tels que proposés par le Président, et selon la nouvelle réglementation.

Thématique Aménagement du territoire

9. Schéma de Cohérence Territorial : transfert de compétence au SMDVD

L'arrêté de périmètre du SCOT a été signé par le préfet le 16 novembre 2015, fixant ainsi le périmètre englobant les deux territoires des établissements publics à fiscalités propres désignés par :

- La communauté de communes du Crestois et du pays de Saillans – Cœur de Drôme
- La communauté de communes du Val de Drôme.

Ces deux territoires intercommunaux formant le périmètre du SCoT souhaitent se doter d'un document de planification stratégique, le SCoT. Le SCOT est donc un schéma de cohérence territoriale, un schéma de planification et d'aménagement du territoire et non un schéma de développement local ou la création d'un nouveau territoire ou d'une nouvelle entité

Sur l'initiative des deux intercommunalités, la réalisation d'un Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) pour les deux territoires susnommés a été menée.

Elle a notamment :

- Posé le principe de l'élaboration du SCoT qui constituera son volet spatial.
- Esquissé ce projet de SCoT autour d'un développement équilibré face aux agglomérations voisines et piloté localement.

Conscients de l'importance des enjeux traités dans le SCoT, la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans et la Communauté de Communes du Val de Drôme ont décidé de s'engager dans la démarche.

Des réunions techniques se sont tenues tous les 15 jours entre élus référents et techniciennes selon un planning qui a été validé en réunion de Copil du 11/02/2016.

Paul Vindry, Vice-président à l'Aménagement-Habitat rappelle que des réunions de Comité de Pilotage se sont tenues tous les mois jusqu'en Juillet 2016 avec les élus du groupe SCoT 3CPS et CCVD ce qui a permis d'avancer sur les points suivants :

- Rédaction d'un cahier des charges de recrutement d'un bureau d'étude pour l'élaboration du SCoT,
- Rédaction d'un règlement de la consultation pour le recrutement d'un bureau d'études pour l'élaboration du SCoT,
- Rédaction des statuts du Syndicat Mixte porteur du SCoT
- Rédaction d'une fiche de poste pour le recrutement d'un ou d'une chargée de mission SCoT,
- Rédaction d'un courrier informant la Communauté de Communes du Diois sur la démarche d'élaboration d'un SCoT
- Rédaction d'un courrier à destination des communes de chaque EPCI afin de les informer de la démarche d'élaboration d'un Schéma de Cohérence Territorial sur le périmètre des deux territoires :
 - Les communes peuvent solliciter les élus référents à se déplacer au sein des conseils municipaux ou en exécutif afin d'échanger sur cette démarche.
 - Les communes sont informées de la volonté de transfert de la communauté de communes au syndicat mixte à vocation unique qui sera le maître d'ouvrage pour l'élaboration du SCoT.
 - Les communes sont informées sur le fait de l'obligation de se prononcer par délibération en conseil municipal sur l'autorisation donnée à la Communauté de Commune de transférer au Syndicat Mixte du SCoT du Val de Drôme – Cœur de Drôme dans les conditions définies par l'article L.5211-18, 2° du Code Général des

Collectivités Territoriales (CGCT) la compétence Schéma de Cohérence Territorial (SCoT).

Paul Vindry, informe le Conseil Communautaire que la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans – Cœur de Drôme doit se prononcer, dans les conditions définies par l'article L.5211-18, 2° du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), sur l'autorisation de transférer au SMDVD la compétence Schéma de Cohérence Territorial (SCoT).

De plus, l'article L.5214-27 du CGCT précise si que la Communauté de communes transfère cette compétence au SMDVD, cette décision est subordonnée à l'accord des conseils municipaux des communes, membres de la communauté de communes, donné dans les conditions de majorité qualifiée requises pour la création de la communauté.

Le Vice-président, Paul Vindry, propose de transférer la compétence SCoT au « SMDVD » qui a pour objet l'élaboration, l'approbation, le suivi, la modification et la révision du SCoT.

- Vu les dispositions de la Loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbains ;
- Vu les dispositions de la Loi portant Engagement National pour l'Environnement n° 2010-788 du 12 juillet 2010 ;
- Vu le Code de l'Urbanisme, et notamment les articles L.122-1-1 et suivants relatifs au Schéma de Cohérence Territorial ;
- Vu le CGCT, et notamment les articles L.5711-1 et suivant, relatifs aux syndicats mixtes composés d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) ;
- Vu l'arrêté préfectoral en date du 16 novembre 2015 fixant le périmètre d'élaboration d'un SCoT ;
- Considérant que suite à l'arrêté du préfet en date du 16 novembre 2016, le périmètre SCOT retenu concerne les deux communautés de communes suivantes ;
- Communauté de communes du Crestois et du Pays de Saillans – Cœur de Drôme ;
- Communauté de Communes du Val de Drôme.
- Considérant que la définition d'un SCoT permettrait de :
 - Préserver le foncier : Mixité sociale et satisfaction des besoins en logements, Consommation foncière et équilibres territoriaux, Equilibre des fonctions à l'échelle des territoires (offre d'emploi qui reste faible par rapport aux populations résidentes), Rénover les centres urbains.
 - Respect de la qualité environnementale : Performance énergétique et réduction des gaz à effet de serre (vulnérabilité énergétique des ménages), Protection des ressources naturelles et notamment de l'eau (qualité des cours d'eau), Préservation des continuités écologiques (dans un contexte de développement des espaces urbanisés), Protection des biens et des personnes faces aux risques naturels et technologiques (risque inondation et installations classées et SEVESO), Territoires à énergie positive ...
- Développer l'économie,
- Protéger les terres agricoles,
- Favoriser le développement d'un axe Est/Ouest : Maintenir les équilibres et la complémentarité entre les villages ruraux et les communes péri-urbaines.
- Anticiper les perspectives de croissance démographique : Développement équilibré axé sur les bourgs-centres et les villages ruraux, Habiter au plus près de son lieu de travail

Considérant que le transfert de la compétence SCoT de la Communauté de communes du Crestois et du Pays de Saillans au SMDVD est subordonnée à l'accord des conseils municipaux des communes membres dans les conditions de majorité qualifiée requise par le CGCT et qu'à défaut de réponse dans un délai de trois mois à compter de la notification, la décision est réputée favorable.

Le Président rappelle que le Conseil s'est déjà prononcé sur le SCoT et qu'il s'agit aujourd'hui de voter uniquement sur le transfert du SCoT au SMDVD. En effet, il précise que le Syndicat devait disparaître pour cause de suppression des CDDRA. Après discussion entre la CCVD et la CCCPS, il est proposé de lui confier le portage du SCoT, donc de le conserver. Si cette proposition est acceptée, le Président précise qu'il va demander aux 15 communes de l'intercommunalité de voter de leurs côtés et qu'elles auront 3 mois pour le faire.

Hélène PELAEZ BACHELIER trouve que ce transfert est une question importante car le SCOT pense l'aménagement du territoire sur plusieurs années. Elle souhaite avoir des informations de manière à échanger au niveau de son conseil municipal.

Paul VINDRY explique que les 2 intercommunalités (CCVD et CCCPS) sont représentées par 13 membres chacune. Des réunions d'information sur les 45 communes sont en train d'être réalisées par M. Fayollet (élu à la CCVD) et lui-même. Il souligne qu'il s'agit d'un schéma d'urbanisme et qu'il faut avoir une vision d'ensemble pour les années à venir.

Joël MANDARON demande quelle est la structure de décision au SMDVD.

Le Président répond que ce seront les 13 représentants de chaque structure, notamment le Bureau pour la CCCPS, mais que, pour l'instant, les statuts du SMDVD n'ont pas évolué et qu'aujourd'hui il y a 6 membres par communauté de communes.

Joël MANDARON s'interroge aussi sur la co-présidence.

Sandrine ECHAUBARD indique que le syndicat fonctionne avec 6 membres dans les 2 intercommunalités et que le Président est Jean SERRET.

Jean Pierre POINT demande s'il faut changer les statuts et si les communes doivent délibérer.

Sandrine ECHAUBARD explique, qu'en effet, il faudra changer les statuts car la représentativité n'est pas celle débattue en comité de pilotage SCoT. Et qu'en effet les communes doivent délibérer dans les 3 mois.

Franck MONGE pense qu'il aurait fallu nommer les nouveaux délégués et ensuite faire le transfert.

Marcel BONNARD trouve que les objectifs du SCoT sont louables mais pense qu'il s'agit d'incantations.

Le Président souligne qu'il faut être prudent et que cela ne se fasse pas au détriment des communes.

Paul VINDRY appuie les propos du Président car il s'agit bien d'un schéma d'urbanisme et qu'il faut avoir une vue d'ensemble du territoire.

Hélène PELAEZ BACHELIER s'interroge sur l'homogénéité des pratiques et sur la cohérence du territoire.

Paul VINDRY répond que, si rien n'est fait, les ZA n'existeront plus sur le territoire.

Franck MONGE intervient en expliquant que les ZA seront toujours présentes mais qu'il faudra demander un avis aux intercommunalités voisines.

François BOUIS souligne que les communes auront le choix.

Marcel BONNARD demande aussi pourquoi le Diois n'intègre pas le SCoT.

Le Président explique que, jusqu'en début d'année, la loi spécifiait qu'il fallait 2 intercommunalités pour faire un SCoT. A ce moment-là, la CCD s'était rapprochée du Vercors et des Baronnies. Maintenant avec la loi NoTRE, une intercommunalité peut faire un SCoT toute seule. Actuellement, le Diois s'interroge sur son choix.

Loïc REYMOND se pose plusieurs questions à savoir si les communes pourront avoir des projets d'aménagement dans leur PLU qui ne sont pas cohérents avec le SCoT. Est-ce que les nouveaux PLU devront être compatibles avec le SCoT et à l'inverse. Est-ce que les SCoT sont révisables de manière à coller aux réalités du territoire. Si c'est le cas, il trouve tout cela compliqué.

Le Président explique que les PLU devront être compatibles avec le SCoT et qu'il n'y aura pas de projet contraire aux orientations du SCoT ; le SCoT comme le PLU pourra et devra être révisé mais, qu'aujourd'hui il faut environ 5 ans pour faire le schéma.

Paul VINDRY rappelle que le SCoT est composé d'élus, de personnes extérieures et qu'il y aura des phases de concertation tout au long du procédé.

Le Président souligne qu'il s'agit d'un sujet très important pour l'avenir et qu'il a déjà été évoqué lors du Conseil précédent. Il rappelle qu'il s'agit aujourd'hui de voter, et seulement voter, le transfert du SCoT au SMDVD.

Le Conseil Communautaire approuve avec 35/37 POUR et 2/37 ABSTENTIONS le transfert de compétence au SMDVD, demande aux communes membres de délibérer dans les 3 mois de cette décision et autorise le Président à signer les actes afférents à cette délibération.

21 h : départ de Frédéric TEYSSOT.

10. Convention SDED/CCCPS récupération des Certificats d'Économie d'Énergie (CEE)

La Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans s'est dotée de services (Conseiller en Énergie Partagé et Plateforme de la rénovation) qui accompagnent les collectivités et les particuliers dans le choix et la réalisation de travaux d'économie d'énergie.

Ces travaux peuvent ouvrir droit à des Certificats d'Économie d'Énergie (CEE) qui peuvent valorisés par les artisans, sur internet (site spécialisés) ou directement sur le marché des CEE.

Pour pouvoir déposer, en propre (sur le marché), un dossier de demande de CEE, la communauté de communes devrait :

- procéder à l'ouverture d'un compte sur le Registre National des Certificats d'Économie d'Énergie,
- s'acquitter des frais pour son ouverture et pour l'enregistrement des certificats,
- charger un agent de conduire la procédure de dépôt dans ses détails, techniques comme administratifs.

Il est également possible de confier à un dépositaire commun le soin d'enregistrer des certificats produits simultanément par différentes collectivités, afin d'atteindre le seuil minimum de certificats à réunir dans un dépôt. Depuis 2009, le Syndicat Départemental d'Énergie de la Drôme (SDED) recueille auprès des collectivités leurs dossiers de travaux en vue d'obtenir des CEE.

Le Syndicat Départemental d'Énergie de la Drôme (SDED) propose de valoriser ces CEE à des taux très intéressants (fixés annuellement) et au moins égal au prix du marché de gros des CEE.

Pour l'année 2016 le SDED propose les valorisations suivantes :

- CEE standard : 3,50 €/HT/MWh cumac (1.88 €/MWh sur le marché et 0.70 €/MWh sur les sites spécialisés)

- CEE précarité : 5,00 €/HT/MWh cumac (estimé à 4 €/MWh sur le marché et 3.50 €/MWh sur les sites spécialisés)

La communauté de communes conserve la possibilité de confier ou non la gestion de ses CEE à Energie SDED.

Frais de gestion du service « récupération des CEE » pour les particuliers :

Les frais de gestion administrative (analyse des devis et factures, création de comptes, débloqués des fonds, etc.) sont estimés à ¼ d'ETP, soit environ 9 000 €. Une retenue de 25% du montant des CEE représenterait environ 13 000 € de rentrée d'argent pour les collectivités (service mutualisé CCCPS-CCVD). Il est par conséquent proposé de retenir 25% du montant des CEE des particuliers afin de couvrir les frais de gestions relatifs au traitement des dossiers.

Afin de ne pas se retrouver à gérer de nombreux contacts concernant de petits montants de CEE, le service sera proposé aux particuliers pour des montants de CEE d'au moins 500€.

Le Président explique que certaines communes ont déjà voté sur la valorisation des CEE. La décision à prendre concerne les CEE émanant de la CCCPS, ou des particuliers. Il donne à titre d'exemple l'immeuble qui abrite la micro-crèche à Piégros la Clastre, et qui a rapporté 12 000 €.

Le Conseil Communautaire approuve à l'unanimité de ses membres la convention, accepte la mise en place des frais de gestion et autorise le Président à signer les actes afférents à cette délibération.

11. Convention avec le SDED sur les missions d'accompagnement des collectivités dans la gestion énergétique de leur patrimoine

Depuis 2012, les Communautés de Communes du Crestois et du Pays de Saillans et du Val de Drôme se sont dotées de moyens humains pour accompagner les collectivités dans la gestion énergétique de leur patrimoine. Cette mission de Conseiller en énergie partagée a été renouvelée en 2015 avec le recrutement de Florian LELOUP.

D'une manière générale, la loi pour la Transition Énergétique et la Croissance Verte (TECV) positionne les EPCI comme porteurs des programmes d'action tels que les PCAET (Plan Climat Air Énergie Territoire) et des démarches TEPOS, démarche dans lesquelles sont engagées les Communautés de Communes de la Vallée de la Drôme.

En parallèle, Energie SDED (Syndicat Départemental d'Énergie) mène une politique incitative en direction des collectivités concernant la performance énergétique sous la forme notamment de diagnostics énergétiques, de conseils en matière de maîtrise de l'énergie, de préconisations de solutions et d'accompagnements opérationnels. Elle intègre également un volet financier : valorisation des Certificats d'Économie d'Énergie (CEE) et montage des dossiers de demande de financement.

Energie SDED, de son côté, dispose de capacités d'expertise dans le secteur énergétique. Energie SDED intervient sur des actions qui bénéficient des économies d'échelle (IRVE, CEE, Éclairage Public, constitution de bases de données...) et déploie une expertise technique pointue, notamment sur les questions de performance énergétique. Energie SDED a ailleurs étendu son champ d'intervention à la planification énergétique et à la prospective territoriale.

Les deux parties entendent ainsi conjuguer leurs savoir-faire et utiliser leurs réseaux respectifs au profit de leurs collectivités membres. Leurs objectifs communs en matière de transition énergétique sont exposés à l'annexe de la présente convention, en vue de mutualiser leurs moyens sur le périmètre de la CCCPS et de la CCVD.

Dans le cadre de leurs actions communes et complémentaires, sur les questions de prospective territoriale et d'efficacité énergétique du patrimoine public, Energie SDED propose :

- de mettre à disposition l'outil informatique de prospective et de pilotage PROSPER développé par le Syndicat Intercommunal d'Energies de la Loire (SIEL). Cet outil permet de construire des scénarios énergétiques sur la base d'état des lieux précis et ainsi de suivre et d'évaluer la politique énergétique.
- de mettre à disposition du territoire de la Vallée de la Drôme 1 agent à temps complet, pour réaliser les missions de Conseiller en Energie Partagée et des opérations collectives d'économies d'énergie afin d'inciter les collectivités à réaliser des actions de transition énergétique.

Une cotisation annuelle de 0.10 €/habitant sera demandée à l'intercommunalité soit 1500 €, notamment pour la mise à disposition de l'outil PROSPER et la mise en œuvre de la présente convention. Cette convention est conclue pour une durée de 3 ans renouvelable avec accord des parties.

Le Président souligne que le CEP du SDED ne remplacera pas celui de la CCCPS, mais qu'il s'agit d'un vrai travail complémentaire entre les 2 entités.

Le Conseil Communautaire approuve à l'unanimité de ses membres la convention de partenariat, accepte les coûts inhérents à la convention et autorise le Président à signer les actes afférents à cette délibération.

I 2. Animation PIG Drômois – Programme Habiter mieux

Depuis 2010, les communautés de communes signent des contrats territoriaux avec le département. Ils permettent de décliner localement le PIG contracté entre l'Etat, l'ANAH et le Département en faveur de l'amélioration de l'habitat privé pour la performance énergétique et la lutte contre l'habitat indigne.

Par la signature de ces contrats :

- l'EPCI s'engageait à mettre en place une animation
- l'ANAH s'engageait à une priorité de traitement, à la prise en charge des dossiers Bailleurs et à majorer ses subventions pour les propriétaires privés
- le Département s'engageait à financer une partie de l'animation et à majorer ses subventions pour les propriétaires.

En 2016, le département met fin aux Contrats Territoriaux de l'Habitat avec les EPCI. Il signera seulement le PIG départemental avec l'Etat et l'ANAH (commission permanente de Juillet 2016).

Désormais le Département ne financera plus les EPCI pour l'animation qui reste obligatoire pour la recevabilité des dossiers des propriétaires bailleurs.

Les dossiers de propriétaires occupants, en territoire sans animation, sont d'une priorité moindre que ceux en territoire bénéficiant d'une animation.

L'animation du PIG drômois est actuellement confiée à SOLIHA (ex CALD)

- par convention pour la CCCPS pour un montant de 17 486 €TTC/an (1.20 €/habitant),
- par réponse à une consultation pour la CCVD pour un montant de 23 300 €TTC (0.79 € / habitant),
- En 2017 aucune subvention ne sera allouée aux collectivités pour cette animation.

SOLIHA peut réaliser le montage des dossiers ANAH (prestation d'AMO facultative), et est financé pour ce faire à hauteur d'environ 700 € par les propriétaires qui le souhaitent (500 € par dossier en

moyenne +1% du montant des travaux et 817 € + 1% du montant des travaux pour les propriétaires bailleurs).

La convention de la CCCPS avec SOLIHA est arrivée à échéance le 30 juin 2016. Il est proposé de renouveler la convention avec SOLIHA sur la base des éléments suivants :

- Autoriser et appuyer la Plateforme :
 - ➔ A devenir opérateur ANAH afin de réaliser l'animation du programme « HABITER MIEUX » (énergie uniquement) en interne (via la Plateforme de la rénovation)
 - ➔ à réaliser l'ensemble des démarches administratives pour devenir opérateur ANAH pour la partie énergie afin de pouvoir bénéficier d'un financement de l'ANAH d'environ 500 € par dossier
- Confier l'animation des parties accessibilité et insalubrité à un opérateur (SOLIHA ou autre) après passation d'un marché commun avec la CCVD
 - ➔ Attention : A ce jour la DDT semble ouvrir cette possibilité seulement aux agglos de Valence et Montélimar, mais pas à toutes les EPCI, car elle n'a pas la capacité de gérer une quinzaine de contrats, même si le dossier de candidature n'exclut pas les collectivités
 - ✓ Proposer une convention d'animation au dossier ou au forfait pour couvrir la période non couverte par une animation (à partir du 30 juin et jusque validation du nouveau marché) et ne pas pénaliser les ménages éventuellement éligibles aux aides de l'ANAH
 - ✓ Hors animation :
 - ➔ les propriétaires occupants ne sont pas prioritaires,
 - ➔ les propriétaires bailleurs ne sont pas éligibles.
- Projection 2017 (si opérateur ANAH) :

Avantages	Inconvénients
Gain financier important pouvant être estimé à 50 000 € : <ul style="list-style-type: none"> • 30 000 € pour la partie animation (reste 11 000 € pour l'animation des programmes insalubrité et accessibilité) • 500 € par dossier pour l'instruction des dossiers par l'ANAH, soit 20 000 € si la communauté de commune est reconnue comme opérateur ANAH – Dossier déposé après validation du bureau 	Temps passé par la Plateforme estimé à 1 jour par dossier (environ 0.25 ETP) – Coût agent d'environ 10 000 €, <u>compris d'ores et déjà dans le temps de travail de l'agent en poste.</u>
Aller vers des rénovations thermiques de qualité sans se limiter aux 25% d'économie d'énergie demandés pour l'obtention des aides de l'ANAH. Intégrer l'ensemble des aides y compris celles de la Plateforme.	Interlocuteurs différents pour les parties énergie et insalubrité-accessibilité (concernant en moyenne 2 dossiers par an sur les territoires CCVD et CCCPS)
Eviter les rénovations induisant des pathologies sur le bâtiment	Nécessité d'utiliser un logiciel de calcul des consommations avant et après travaux (relativement simple d'utilisation et gratuit)
Possibilité d'augmenter le nombre de contacts et de réalisations de la Plateforme	
Interlocuteur unique pour les particuliers pour la partie énergie si opérateur ANAH	

Le Président explique, que si ce travail d'animation n'existe plus, cela supprime des aides potentielles pour les particuliers.

Le Conseil Communautaire approuve à l'unanimité de ses membres la convention avec SOLIHA, décide d'engager les démarches pour que la plateforme Energie Biovallée devienne opérateur ANAH et autorise le Président à signer les actes afférents à cette délibération.

Thématique Environnement

13. Intervention de 4 jeunes d'Uniscité sur les déchets et l'énergie 2016 – 2017

En septembre 2015, le conseil communautaire avait décidé de faire appel pour la première fois à un groupe de 4 jeunes volontaires en service civique. Les thématiques d'actions choisies au regard des enjeux liés à la production des déchets ménagers et aux consommations d'énergie se sont portées sur le tri sélectif et la rénovation de l'habitat privé sur le territoire de la CCCPS.

C'est l'association nationale Uniscité, créée en 1995, spécialisée dans le recrutement et le suivi de jeunes en services civiques qui a accompagné la CCCPS dans ce processus spécifique.

Cette première session qui s'est déroulée du 13 octobre 2015 au 17 juin 2016 a fait l'objet de 2 bilans présentés en commission Environnement et en commission Energie. Ces bilans se sont montrés positifs tant pour les jeunes volontaires que pour la CCCPS. En effet, les jeunes volontaires ont enrichi leur expérience et acquis de véritables compétences professionnelles. Leur action a également permis à la CCCPS d'être plus visible du grand public et participe à sa reconnaissance sur ses compétences. Il faut également considérer que les jeunes en services civiques véhiculent une image positive auprès de la population.

Sur les objectifs qui leur avaient été demandés, sur le volet déchets, à titre d'exemple, ils ont pu sensibiliser 221 enfants des écoles du territoire lors notamment d'animation sur les temps d'accueil périscolaire, mais aussi 130 adultes lors de manifestations dans les marchés et super marchés et en pied d'immeubles collectifs du bailleur DAH pour un total de 29 animations réalisées.

Pour rappel, ce dispositif permet à des jeunes de 16 à 25 ans de s'engager dans des actions d'intérêt général.

Ces jeunes, (sans niveau de formation ou à bac +5), interviennent en équipe de 2 sur une période de 9 mois, d'octobre à fin juin et suivent 2 projets, du mardi au vendredi. Aucun diplôme, ni expérience ne sont requis. Chaque équipe consacre donc deux jours/semaine à chacun des deux projets. Une journée par semaine, le lundi, est consacrée à leur parcours professionnel et personnel. Chaque mission démarre également par un chantier d'intégration d'environ 4 jours totalement indépendant des projets sur lesquels ils travailleront, dont le contenu est au choix de la structure d'accueil.

Chaque jeune reçoit une indemnité d'Etat de 470 €/mois + 106 € pour les frais. Les déplacements sur le territoire de la CCCPS ainsi qu'une participation aux charges d'organisation du service civique et de fonctionnement de l'association sont à la charge de la collectivité (20€ par jeune et par jour).

Au vue de la réussite de la précédente session et des besoins de communication et d'accompagnement de la CCCPS sur les thématiques déchets et énergie, il est proposé au conseil communautaire de renouveler ce dispositif pour la session 2016 / 2017.

Aussi, une présence sur le long terme sur le terrain est indispensable pour impacter durablement les pratiques en matière d'action de développement durable telles que le tri sélectif, la réduction des déchets ainsi que la réduction des consommations d'énergie.

L'organisation serait identique à celle de l'an dernier. La CCCPS ferait appel à 2 équipes de 2 personnes, soit 4 jeunes, qui seraient présents du mois d'octobre 2016 au mois de juin 2017 pour sensibiliser la population sur le tri des déchets, et les économies d'énergie et les travaux de rénovation énergétique, à raison de 2 jours par projet et par semaine.

Modalités et contenu de leur intervention

- Sur le volet énergie :

Ils interviendront auprès des propriétaires dans le cadre de la plateforme de la rénovation. Leur mission principale consistera à sensibiliser les propriétaires d'une manière générale aux économies d'énergie et plus précisément aux travaux de rénovation énergétique. Ainsi, ils auront pour objectif principal de promouvoir et de présenter aux propriétaires le service de la plateforme de la rénovation énergétique.

Le coût de leur intervention sur notre territoire sur le volet énergie sera de 8250 euros. Cette action sera financée à 80 % par TEPCV ce qui laisse un reste à charge pour la CCCPS de 1650 euros pour la période.

- Sur le volet déchets :

La CCCPS va prochainement mettre en œuvre la collecte des ordures ménagères par Conteneurs Semi Enterrés (CSE). Cette évolution constitue en soi un changement important dans les habitudes des habitants du territoire. Un accompagnement de proximité paraît indispensable, d'autant que la redistribution des points de collecte aura également pour conséquence la mise à disposition de tous les flux de déchets à chaque point (Ordures ménagères et tri sélectif). La communication sur le tri sélectif doit également être renforcée.

Les principales missions des jeunes volontaires seraient les suivantes :

- Accompagnement du projet CSE sur sa phase de communication
- Gestion de la transition Bacs OM / CSE – Porte à porte, accompagnement avec des « personnes relais », figures locales des communes de la CCCPS
- Diagnostic via un sondage sur les pratiques de tri et de réduction des déchets - Support pour la mise en place de la communication et d'un processus d'engagement
- Réalisation d'outils de communication à destination des randonneurs et des usagers des bords de Drôme (Pancartes)

Un programme détaillé des actions à réaliser sera défini.

Comme l'an passé, afin d'accueillir et de former au mieux les jeunes volontaires sur cette thématique, une formation d'une journée sera dispensée par le Sytrad. Cette journée leur permettra de comprendre le fonctionnement du territoire en matière de traitement et de visiter les centres de tri sélectif et de traitement des ordures ménagères. Une autre session de formation pourrait être réalisée par Eco emballages dans le cadre d'un partenariat entre Uniscité et Eco emballages (partenariat national). Le reste de la formation des volontaires sur la connaissance de la CCCPS et le fonctionnement interne du service déchets sera dispensé par le service Environnement. Le pilotage sera assuré, pour sa partie technique, par le service Environnement et pour la partie administrative par Uniscité.

Le coût de d'accueil des jeunes volontaires pour la partie déchets est de 20 € par jour et par volontaire auxquels s'ajoutent les frais de déplacement, soit environ 4800 € (4 volontaires pendant 60 jours) + les frais de déplacement de l'ordre de 500 € en fin de mission.

Yvan LOMBARD trouve que c'est un travail intéressant et important mais qu'il est conscient que cela apporte une charge de travail supplémentaire au service.

Franck MONGE regrette que le coût lié aux ordures ménagères continue à augmenter, malgré les efforts liés au tri sélectif.

Yvan LOMBARD répond, qu'en effet, le coût du SYTRAD augmente régulièrement ainsi que la TGAP.

Le Président insiste sur le fait que le tri est tout d'abord favorable à notre environnement avant d'être favorable financièrement.

Paul VINDRY explique que c'est une expérience très positive pour les jeunes, c'est également un tremplin pour l'emploi mais aussi pour le développement durable et l'environnement de la CCCPS.

Béatrice Rey pense que c'est un travail qui doit se poursuivre pour avoir des résultats notamment auprès de publics plus difficiles à toucher. Il faut communiquer régulièrement pour avoir des résultats.

Le Conseil Communautaire approuve à l'unanimité de ses membres le renouvellement de cette action, décide d'inscrire au prochain budget 2017 les coûts inhérents à l'action, approuve la

mutualisation des deux jeunes volontaires avec la CCVD par le biais de la plateforme énergie Biovallée et autorise le Président à signer les actes afférents à cette délibération.

Thématique Développement numérique

I 4. Convention financière avec ADN

En 2015, la Communauté de Communes a adhéré au Syndicat mixte ADN pour le déploiement de la fibre optique. Au total, ce sont environ 9300 prises qui devraient être réalisées pour un montant total des investissements à charge de la Communauté de Communes de 2 790 000 euros (300 euros / prises installées).

Le déploiement de la fibre optique par le Syndicat mixte ADN devrait démarrer sur le territoire de la CCCPS à partir de fin 2016 - début 2017.

Les 2 premières poches déployées sur notre territoire d'ici fin 2017 seront celles d'Aouste - Piégros la Clastre et Crest Est pour la première poche (2585 prises) et Crest Ouest pour la 2^{ème} poche (585 prises).

Le déploiement devrait se faire selon cet échéancier :

Année	Objectif	Nb de prises	Cumul
2016	Conquête	3 500	38 %
2017			
2018	Equilibre	1 300	52 %
2019	Engagement	0	52 %
2020	Volume	1 900	72 %
I ere phase de 5 ans		6 700	
Total sur 10 ans		9 300	

A ce titre, la Communauté de Communes doit préciser les modalités de versement de sa participation financière telles que proposées dans la convention financière approuvée par ADN, et notamment de choisir entre une des hypothèses suivantes :

- **[1^{ème} hypothèse] Engagement global avec financement à l'année de réalisation.**
- **[2^{ème} hypothèse] Engagement global avec financement en une fois pour la totalité de déploiement sur 10 ans.**
- **[3^{ème} hypothèse] Engagement global avec financement en une fois pour la première phase de déploiement de 5 ans.**

Pour une bonne gestion et une meilleure visibilité des dépenses engagées par la collectivité, le Président propose de retenir l'hypothèse 1, soit de verser les montants dus au fur et à mesure des investissements à réaliser l'année suivante.

Ce choix ne remet toutefois pas en cause la volonté de la collectivité de contracter un emprunt pour la totalité de l'investissement du déploiement (soit 2 790 000 euros) à ce jour compte tenu des taux d'intérêts particulièrement intéressants et de verser les sommes au fur et à mesure.

Franck MONGE aurait préféré l'hypothèse 2 car, dans ce cas, l'engagement financier est global. Dans l'hypothèse 1, l'engagement n'est que « moral » et on n'est pas sûr que le projet soit mené à son terme. Mais il comprend aussi que dans l'hypothèse 1, l'engagement d'ADN est garanti.

Le Président rappelle que la CCCPS s'engage sur la totalité du projet.

Denis BENOIT répond que, dans l'hypothèse 2, l'annuité sera complète, les habitants devront supporter un impôt supplémentaire même pour ceux qui ne sont pas encore raccordés. Par contre, dans le cas de l'hypothèse 1, la CCCPS débloque les emprunts au fur et à mesure et cela limite l'impact fiscal sur les ménages.

Jean Pierre POINT demande si les opérateurs ont baissé leurs prix et s'ils sont devenus raisonnables.

Denis BENOIT répond positivement.

Agnès HATTON demande pourquoi l'emprunt est total.

Denis BENOIT explique que la CCCPS va emprunter les 72 % et après elle débloquent les fonds au fur et à mesure, que le second emprunt sera fait ultérieurement et ce afin de respecter les règles du droit de tirage qui ne peuvent pas dépasser un certain nombre d'années, entre 2 et 5 ans.

Le Conseil Communautaire approuve à l'unanimité de ses membres les termes de la présente convention, approuve l'engagement global avec le financement à l'année de réalisation, décide d'inscrire au budget les coûts inhérents à l'action et l'emprunt correspondant et autorise le Président à signer les actes afférents à cette délibération.

Thématique Administratif/ Budgétaire/Technique

I 5. Demande de financement pour le bâtiment des services techniques

Le Président rappelle que le conseil a validé le projet de création des services techniques. Pour rappel Les caractéristiques du bâtiment sont les suivantes :

- bâtiment de 833 m² de surface de plancher, en bardage bac acier simple peau sur la partie stockage des engins et véhicules des agents, et bâtiment isolé pour la partie atelier, sanitaires et vestiaires,
- toiture double pans orientée Est-Ouest : la surface de la toiture sera optimisée en fonction de la surface du bâtiment,
- atelier d'une surface de 125 m², local clos et accessible par un portail de type sectionnel afin d'y entretenir le petit matériel et une porte de service pour permettre l'accès sans ouvrir un portail,
- dalle béton sur la partie atelier et aire de stockage des véhicules légers,
- enrobé sur l'aire de stockage des engins de chantier et véhicules lourds,
- mezzanine avec une hauteur suffisante sous toiture (3m70) pour stocker le petit matériel (accessible par un escalier) et mise en place d'un bureau, d'une salle de réunion pour les services techniques dans l'avenir.
- Photovoltaïque

Le Président et le Bureau proposent de demander deux nouvelles subventions pour la construction du bâtiment des services techniques au Conseil Départemental et au Fonds d'investissement Public 2017.

Le plan de financement serait le suivant :

Plan de financement prévisionnel				
Ressources		Date d'obtention ^(*)	Montant (HT)	Taux (%)
Union européenne			€	%
État (Fond d'investissement 2017)			137 638€	20%
État (TDIL réserve parlementaire)			€	%
État (autre)(à préciser)			€	%
État (autre)(à préciser)			€	%
Conseil régional (photovoltaïque)		En cours	51 450€	7.48%
Conseil départemental		En cours	137 638€	20%
EPCI			€	%
Autres financements publics			€	%
			€	%
Sous-total des aides publiques			€	%
Part du demandeur		Fonds propres	€	%
		Emprunt	361 464 €	52.52%
TOTAL			688 190 €	100%

Le Conseil Communautaire approuve à l'unanimité de ses membres le plan de financement prévisionnel, décide de demander les financements à l'Etat, au Conseil Départemental et au Conseil Régional, autorise le Président à signer tous les actes afférents à cette décision dont la signature des permis.

I 6. Les bureaux au siège social

Dans le cadre de la création de bureaux supplémentaires au Siège social, le Bureau propose d'effectuer des travaux dans les vestiaires et sanitaires du service technique (qui seront transférés dans le nouveau bâtiment) et d'utiliser la petite salle de réunion en bureau et donc d'installer un Algeco provisoirement, pour accueillir cette salle de réunion, en attente d'une autre solution. Ces travaux seront effectués en interne.

Le Conseil Communautaire approuve à l'unanimité de ses membres le projet, décide de déposer la demande d'aménagement à la commune d'Aouste sur Sye, autorise l'achat des Algécos, autorise la modification budgétaire associée à cette décision et autorise le Président à signer tous les actes afférents à cette décision dont la signature des permis

I 7. BP CCCPS DM N°9

Emprunt Crédit Agricole – Contrat 73377 transfert CREST vers 3CPS

Le Crédit Agricole a mal réparti le capital restant dû entre la ville de Crest et la CCCPS d'où un tableau d'amortissement erroné pour l'échéance 2015.

Un tableau d'amortissement en date du 01/06/2016, nous donne cette correction. L'échéance de 02/2015 initialement de 4 770.04 € passe à 23 646 .91 € pour redevenir en 05/2016 de 3 634.46 € jusqu'en 02/2027. La correction sur l'année 2015 porte sur un remboursement à la ville de Crest qui a supporté la différence pour un montant de **18 876.87 €**.

FONCTIONNEMENT – virement de crédit

Dépenses – 022 dépenses imprévues (fonctionnement)	: -	8 766.37 €
Dépenses – 66111 Intérêts réglés à l'échéance	: +	8 766.37 €

INVESTISSEMENT – virement de crédit

Dépenses – 022 dépenses imprévues (investissement)	: -	10 110.50 €
Dépenses – 2188 autres immobilisations incorporelles	: +	10 110.50 €

Le Conseil Communautaire approuve à l'unanimité de ses membres la décision modificative n° 9 au budget général de la CCCPS.

18. BP CCCPS DM N°10

Régularisation du Prélèvement FPIC 2016

La fiche d'information Fonds national de Péréquation des ressources Intercommunales et Communales (FPIC) avec les différentes données permettant le calcul des répartitions dérogatoires au titre du FPIC est parvenu. Elle indique un solde FPIC de 52 120 € (Reversement : 86 161 € - Prélèvement : 34 041 €). Sur le BP2016 est inscrit un solde FPIC de 67 500 € (Reversement : 91 500 € - Prélèvement : 24 000€).

FONCTIONNEMENT – virement de crédit

Dépenses – 022 dépenses imprévues (fonctionnement)	: -	10 041.00 €
Dépenses – 73925 FPIC	: +	10 041.00 €

Le Conseil Communautaire approuve à l'unanimité de ses membres la décision modificative n° 10 au budget général de la CCCPS.

19. Correction BIE BP2016 et CA2015 et BP CCCPS

Suite à la vérification des documents cités en objet, la préfecture de la Drôme demande des corrections suivantes :

- Affectation du résultat :

Rappel :

Résultat de clôture fonctionnement : + 46 162.69 €

Résultat de clôture d'investissement : - 70 969.37 € (-688 19.37+ -2150 (RàR))

Résultat à reporter : investissement (D 001) : - 68 819.37 €

Fonctionnement (R 002) : 16 162.69 €

Compte 1068 : 30 000.00 €

L'affectation de l'excédent de fonctionnement dégagé sur l'exercice 2015 doit être abondé de la totalité au besoin de financement de la section d'investissement (au compte 1068) soit 46 162.69 € au compte 1068 en section investissement.

Délibération : Affectation du résultat budget annexe BIE

Résultat de clôture de fonctionnement	
46 162.69 €	
Affectation en réserve R 1068 en investissement	
46 162.69 €	
Report en fonctionnement R 002 sur BP 2016	
0.00 €	
Report en investissement D 001 sur BP 2016	-
68 819.37 €	

- Le compte 1641 emprunt n'est pas suffisant
Rappel :
BP2016 – compte 1641 pour 42 215.00 €
BP2015 – Annexe A2-2 « répartition par nature de dettes » pour 42 227.50€

FONCTIONNEMENT – virement de crédit

Dépenses – 022 dépenses imprévues (fonctionnement)	: - 16 162.69 €
Dépenses – 657363 subventions de fonctionnement	: + 16 162.69 €

Décision Modificative BP BIE N°3

FONCTIONNEMENT – virement de crédit

Recettes – 774 subvention exceptionnelle	: + 16 162.69 €
Recettes – 002 excédent de fonctionnement	: - 16 162.69 €

INVESTISSEMENT – virement de crédit

Dépenses – 020 dépenses imprévues (investissement)	: + 13 807.69 €
Dépenses – 1641 emprunts	: + 15.00 €
Dépenses – 2132 immeuble de rapport	: + 2 340.00 €
Recettes – 1068 affectation de résultat	: + 16 162.69 €

Le Conseil Communautaire approuve à l'unanimité de ses membres la décision modificative « affectation du résultat budget annexe BIE » qui annule et remplace celle du Conseil du 10 février 2016, approuve la décision modificative n°11 au budget général de la CCCPS et approuve la décision modificative n° 3 au budget BIE.

20. Correction BP STEP 2016 – dépenses imprévues investissement

Suite à la vérification des documents cités en objet, la Préfecture de la Drôme demande la correction suivante :

- 020 dépenses imprévues (investissement) :

Elles dépassent le plafonnement réglementaire qui est 7.5 % des crédits correspondant aux dépenses réelles. Les dépenses réelles s'élevant à 161 602.95 €, le compte 020 - dépenses imprévues ne doit pas dépasser 12 120.22 € alors que dans le BP2016 la somme de 20 502.95 € est inscrite.

Décision Modificative BP STEP N°1

FONCTIONNEMENT – virement de crédit

Dépenses – 023 Virement à section d'investissement	: - 8 382.73 €
Dépenses – 678 Autres charges exceptionnelles	: + 8 382.73 €

INVESTISSEMENT – virement de crédit

Dépenses – 020 dépenses imprévues (investissement)	: - 8 382.73 €
Recettes – 021 Virement à section d'exploitation	: - 8 382.73 €

Le Conseil Communautaire approuve à l'unanimité de ses membres la correction du budget STEP 2016.

21. Questions diverses

Plaquette du centre aquatique

François BOUIS s'interroge sur la plaquette du centre aquatique qui a été distribué dans les boîtes aux lettres. Pour lui, c'est une publicité qui remplace l'information. Il aimerait connaître le coût. Savoir à quoi cela a servi. Il n'est pas d'accord avec les chiffres annoncés dans la plaquette et aimerait pouvoir participer en amont à la prochaine plaquette.

Le Président répond que ce n'est pas un document publicitaire, mais un document d'information où la vérité doit-être écrite. Les chiffres communiqués sont les chiffres réels et non ceux mensongers qui sont colportés. De plus, il permet d'expliquer où nous en sommes du projet.

Agnès HATTON rappelle que son désaccord ne vient pas du fait de la construction d'un centre aquatique, mais de la construction d'un bassin extérieur. Sur Saillans, certaines personnes n'ont pas reçu cette plaquette.

Hélène PELAEZ BACHELIER informe qu'également sur sa commune tout le monde n'a pas reçu la plaquette. Elle voudrait aussi connaître le coût de cette plaquette et la plus-value éventuelle.

Le Président propose de lui communiquer les chiffres plus tard, car il ne les a pas en sa possession. Et pour ce qui est de la plus-value, c'est toujours difficile à évaluer, mais la plaquette a le mérite de réinstaurer la vérité.

L'ordre du jour est épuisé.

Le prochain Conseil Communautaire sera le 03 novembre 2016 à 19h00. Le lieu sera communiqué dans la convocation.

La séance est levée à 22 h.